



LE 23 AVRIL POUR L'EMPLOI, LA PROTECTION SOCIALE ET LE RETRAIT DE LA RÉFORME D'ASSURANCE CHÔMAGE

Dans tout le pays, le patronat dans le privé et le gouvernement dans les services publics profitent de la crise pour supprimer des emplois, augmenter les profits et réduire la réponse aux besoins de santé, d'éducation, de culture, de protection sociale...

Depuis le 4 mars, une centaine de lieux culturels sont occupés par les professionnels du spectacle et de travailleurs précaires qui revendiquent le droit de travailler, la garantie de tous les droits sociaux et donc le retrait de la réforme d'assurance chômage.

Elles et ils sont touchés par la crise de l'emploi consécutive à la crise sanitaire et à la politique du gouvernement, notamment la réforme de l'assurance chômage que le gouvernement s'acharne à mettre en œuvre au 1er juillet.

Partout les aides de l'Etat doivent sauvegarder et améliorer l'emploi, être conditionnées à l'arrêt des licenciements, aux embauches, au non-versement de dividendes.

Elles doivent permettre l'insertion des jeunes notamment à la sortie des études, comme le revendiquent aussi bien les mouvements de jeunesse que les étudiants occupant plusieurs lieux culturels.

Tous les droits sociaux doivent être garantis, aussi bien l'accès aux congés maladie / maternité que la médecine du travail, la protection sociale complémentaire santé/ prévoyance, les congés spectacle.

L'accès à l'assurance chômage est un droit fondamental, dont la crise accentue la nécessité. Le gouvernement annonce la baisse ou la suppression des allocations chômage à 1,7 million de travailleuses et travailleurs indemnisés. C'est un scandale pour les saisonniers, extra hôteliers, guides conférenciers, intérimaires, travailleurs précaires du privé ou du public, journalistes pigistes etc., déjà durement touchés par la crise, en grande partie des jeunes et qui accroît la précarité sous toutes ses formes.

Le 23 avril, nous manifestons solidairement pour l'emploi, une sécurité sociale intégrale couvrant tous les travailleuses et travailleurs privés d'emploi en commençant par le retrait de la réforme de l'assurance chômage et le renforcement des services publics et de la Fonction publique.

Occupons Partout

Paris, 15/04/2021.